



# Les Comptes Nationaux de 2017

• <i>Environnement économique international</i>	1
• <i>Situation économique nationale</i>	2
• <i>Une offre toujours portée par le secteur tertiaire</i>	2
• <i>Une demande soutenue par la consommation privée</i>	3
• <i>Perspectives pour 2018</i>	5
• <i>Annexes</i>	6

Juillet 2018

*Avec un taux de croissance du PIB qui s'établit à 3,5% en 2017 après 4,6% en 2016, l'économie nationale continue d'afficher sa résiliente. Cette relative performance s'explique par les gains tirés d'un environnement international favorable et de la diversification de son économie. Ces deux facteurs ont en effet permis d'enranger une croissance au-dessus de la moyenne de la zone CEMAC qui est négative de 0,5% en 2017 ; en amélioration d'un demi-point par rapport à 2016.*

*Du côté de l'offre, la croissance de 2017 est tirée par le secteur tertiaire qui enregistre une contribution à la croissance de 2,3 points, suivi par le secteur primaire de 0,4 point et enfin, le secteur secondaire de 0,3 point. Par branche d'activité, les activités de commerce et réparation, les bâtiments et travaux publics (BTP), les industries agro-alimentaires (industrie de transformation du cacao, café, thé, sucre, industrie des corps gras et industrie de viande et poisson), les industries manufacturières (fabrication de produits minéraux, de produits métallurgiques, de textile et confection et de meubles) et l'agriculture vivrière ont porté la croissance en 2017. Par contre, l'extraction de pétrole brut (-1,1 point) et l'agriculture industrielle et d'exportation ont impacté négativement la croissance économique.*

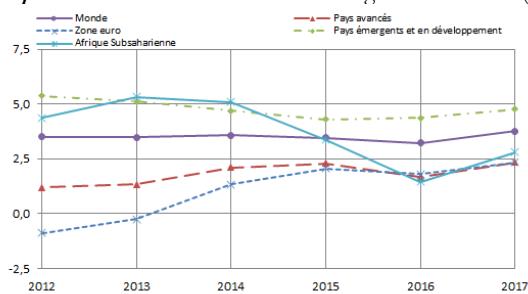
*Du côté de la demande, la croissance de 2017 est principalement imputable à la consommation finale des ménages qui contribue de 2,8 points, suivie par la composante privée de l'investissement de 1,4 point. A contrario, la consommation publique et l'investissement public ont amoindri la performance économique. Enfin, bien que structurellement déficitaire, le solde des échanges extérieurs de biens et services s'est amélioré en 2017.*

## Environnement économique international

### *...la croissance mondiale s'affirme*

La croissance mondiale s'est affirmée en 2017 pour se situer à 3,8% après 3,2% en 2016. Elle est impulsée par un redressement de l'investissement dans les pays avancés, la persistance d'une croissance vigoureuse dans les pays émergents d'Asie, une expansion notable dans les pays émergents d'Europe et des signes de reprise dans plusieurs pays exportateurs de produits de base.

**Graphique 1:** Taux de croissance dans les régions du monde (en%)



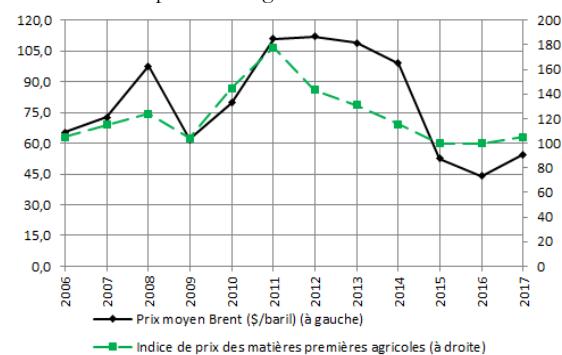
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018

La croissance dans les économies avancées s'établit à 2,3% en 2017 après 1,7% en 2016. Aux Etats-Unis, elle est de 2,3% après 1,5% en 2016. Elle s'établit à 1,7% au Japon après 0,8%. En Allemagne et en France elle est de 2,5% et de 2,2% en 2017 après 1,9% et 1,2% en 2016, respectivement.

Les principaux pays émergents ont connu une expansion. En Chine, la croissance est de 6,9% en 2017 après 6,7% en 2016. En Russie, elle est de 1,5% contre -0,2% en 2016. Au Brésil, elle s'établit à 1,0% en 2017 contre -3,5% en 2016.

L'activité économique en Afrique subsaharienne a également repris et s'établit à 2,8% en 2017 après 1,4% en 2016. Cette reprise générale s'explique en grande partie par un environnement extérieur plus favorable, caractérisé par une croissance mondiale plus forte, la remontée des prix des matières premières et l'amélioration de l'accès aux marchés des capitaux.

**Graphique 2:** Evolution du cours du baril de pétrole et de l'indice de prix des matières premières agricoles



Source : CNUCED

Dans la zone CEMAC, la croissance reste négative, on note cependant un retour avec -0,1% en 2017 après -0,5% en 2016. La zone CEMAC n'a pas tiré pleinement avantage de l'environnement

international plus favorable, en raison de l'ajustement budgétaire et des efforts budgétaires pour le maintien de la sécurité dans plusieurs pays. Concernant les prix, l'inflation mondiale s'accélère, en lien avec la remontée des prix des produits de

## Situation économique nationale

### *...ralentissement la croissance*

L'économie camerounaise résiste aux chocs mais commence à montrer des signes d'essoufflement.

Malgré une conjoncture internationale peu favorable depuis 2010, la croissance du PIB a été régulière depuis 2010, avec une moyenne de 5,6% de 2013 à 2015, avant de chuter à 4,6 % en 2016.

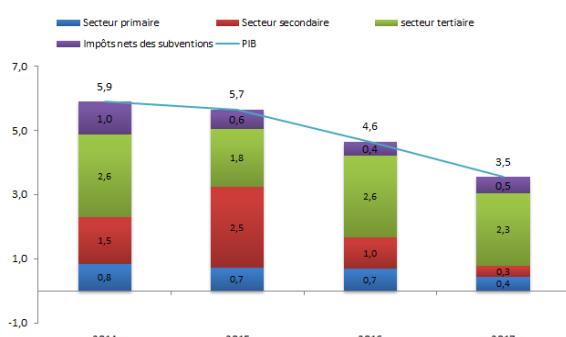
Les nouveaux investissements dans l'exploration ou la production de pétrole et de gaz sont reportés en raison de la faible remontée des cours, entraînant une contraction des activités extractives. Par ailleurs, la récession économique au Nigeria, la crise qui s'accentue dans la CEMAC, et les perturbations dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et l'Extrême-Nord ont eu un impact négatif aussi bien sur la production (cacao, banane, café,...) que sur la demande intérieure. En conséquence, le taux de croissances s'établit à 3,5 % en 2017.

Hors pétrole, la croissance s'établit à 5,0% en 2017 après 5,3% en 2016. La croissance hors pétrole profite de la vigueur de la production industrielle, grâce à l'amélioration de l'offre d'énergie et de la bonne tenue du secteur tertiaire.

- Une offre toujours portée par le secteur tertiaire***

La croissance de 2017 est soutenue par le secteur tertiaire qui contribue pour 2,3 points après 2,6 points en 2016. Les secteurs primaire et secondaire contribuent respectivement à 0,4 point et 0,3 point à la croissance nationale.

**Graphique 3:** Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB réel (en points de croissance)



base. Elle reste contenue au Cameroun (0,6% après 0,9%), tout comme dans l'ensemble de la zone CEMAC (0,9% après 1,3%).

### *...fléchissement de la croissance dans le secteur primaire*

L'évolution de l'activité dans le secteur primaire est estimée à 3,2% en 2017 après 5,0% en 2016. Le recul de la croissance dans ce secteur est dû à la contreperformance observée dans la branche de « l'Agriculture industrielle et d'exportation » qui enregistre une baisse de 3,1% après une hausse de 6,6% observée en 2016.

La crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest impacte négativement cette branche d'activité. Telcar Cocoa, acteur majeur de la filière cacao au Cameroun (plus de 30% des exportations de fèves), a vu certaines de ses installations et camions détruits ou vandalisés. Face à la paralysie des activités de Telcar Cocoa, qui opère essentiellement dans la région du Sud-Ouest, le commerce des fèves dans cette partie du pays a chuté d'environ 80%. De même, la société publique PAMOL, qui exploite le palmier à huile dans le Sud-Ouest, a dû abandonner certaines de ses plantations à cause de l'insécurité.

A côté du commerce des fèves qui est grippé, la production cacaoyère de la campagne 2017-2018 dans cette région devrait également dégringolée, selon les projections de l'Office National du Cacao et du Café (ONCC). En effet, fuyant les violences, certains producteurs ont abandonné leurs plantations, tandis que d'autres, dont les villages sont frontaliers au Nigeria, ont préféré brader leurs fèves aux acheteurs venus de ce pays voisins.

A cause de son poids dans le secteur, la croissance du secteur primaire est tirée principalement par la branche « Agriculture » qui enregistre une évolution de 2,2% en 2017 et, dans une moindre mesure, par la branche « élevage et chasse ».

### *...chute de la croissance du secteur secondaire*

En 2017, la croissance du secteur secondaire chute avec un taux de croissance qui s'établit à 1,3% après 3,6% en 2016. Ce secteur contribue à

la croissance du PIB de 0,3 point contre 1 point en 2016.

L'évolution du secteur secondaire est portée par les branches des « Bâtiments et travaux publics (BTP) » qui contribue pour 0,5 point. La poursuite des grands chantiers d'infrastructures routières ainsi que les ouvrages d'art, la construction des routes de désenclavement des bassins de productions agricole, pastorale et touristique et la construction des infrastructures liées à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2019 sont autant d'actions qui contribuent à la performance de ce secteur.

La branche des industries extractives contribue pour (-1,1) points à la croissance du PIB. La production nationale de pétrole brut à fin 2017 se situait 27,7 millions de barils, en baisse par rapport à la production de l'année 2016 qui se chiffrait à 33,69 millions de barils et celle de 2015 à 34,97 millions de barils.

Grace principalement à la « la réhabilitation et l'extension des réseaux existants », la croissance dans la branche de « l'électricité » s'accélère et se situe à 5,9% contre 3,3% en 2016. La « promotion de l'électrification urbaine et périurbaine en cours devrait permettre d'atteindre un taux d'accès de 70% en 2018.

### *... le secteur tertiaire moteur de la croissance malgré un léger fléchissement du rythme de l'activité*

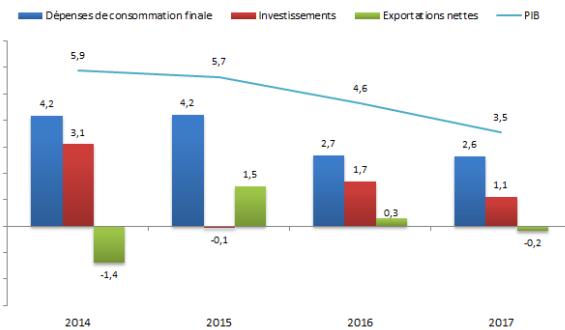
Le secteur tertiaire progresse de 4,3% en 2017 après 4,9% observée en 2016, soit une baisse de 0,6 point de pourcentage.

Cette performance est imputable au dynamisme de toutes les branches d'activité et plus particulièrement les branches du « Commerce, restaurants et hôtels » et les « Autres services ».

#### • *Une demande soutenue par la consommation privée*

Du côté de la demande, la consommation finale, reste la principale composante du PIB, avec une contribution de 2,6 points à la croissance nationale. En volume, elle se stabilise avec une évolution de +3,3% en 2017 et en 2016, après 5,2% en 2015. Cette évolution est tributaire des comportements contrastés de la consommation privée et de la consommation publique.

**Graphique 4:** Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points de croissance)



#### *...rebond de la consommation privée*

Les dépenses de consommation privée évoluent de 4,3% en 2017 après 3,3% en 2016. Elles représentent 70% du produit intérieur brut et contribue de 2,8 points à la croissance nationale. Ces dépenses sont portées par les produits agricoles qui affichent une évolution de +5,2%, les produits sylvicoles (+7,2%), les viandes et poissons (+12,8%) et les services d'information et de communication (+19,2%). La demande des produits agricoles est stimulée par la bonne tenue des prix des produits agricoles sur le marché, en raison d'une offre nationale suffisante.

#### *... baisse de la consommation publique*

Les dépenses de consommation finale publique décroissent de 1,6% en 2017, après une évolution de 3,2% en 2016. Cette évolution s'explique par la diminution des dépenses courantes de l'Etat, tirée essentiellement par les dépenses de biens et services dont la valeur baisse de 13% en 2017. Le recul de la consommation publique peut ainsi être perçu comme le signe d'une accentuation de la rationalisation des dépenses publiques.

#### *...décélération des investissements*

Les dépenses d'investissement présentent une évolution de 4,2% en 2017 après 6,5% en 2016. Leur contribution à la croissance nationale est en repli de 1,1 point contre 1,7 point en 2016 expliqué par la sous performance de l'investissement public.

#### *... morosité de l'investissement public*

En maintenant presque inchangé son poids dans le PIB, les dépenses d'investissement flétrissent en 2017. En effet, l'investissement public affiche un recul de 6,0% en 2017, après 15,2% en 2016. Ce changement du rythme de croissance peut s'expliquer par trois faits majeurs : 1) le niveau

d'exécution d'un certain nombre de projets structurants (second pont sur le Wouri, pénétrante ouest de Douala, route Kumba-Mamfe, etc.) qui tirent à leur fin ; 2) la stagnation d'autres projets en raison des tensions de trésorerie qui ne permettent pas toujours le paiement, dans les brefs délais, des décomptes des entreprises ; 3) la crise sécuritaire qui affecte négativement le niveau d'exécution du BIP dans certaines régions du pays.

### *...accélération de l'investissement privé*

L'investissement privé affiche au contraire une évolution de 6,7% en 2017 après 2,3% en 2016. Sa contribution à la croissance est de 1,4 point contre 0,5 point en 2016. Cette embellie est relative à la modernisation, l'extension ou l'entretien des équipements de production dans différentes branches d'activités, en liaison notamment avec la mise en application de la loi sur les incitations à l'investissement de 2013. Ce qui se traduit par une hausse de la demande des machines et appareils électriques (+3,5%), des meubles (+5,4%) et des produits de BTP (+12,7%). En outre, il convient de relever que le Cameroun a connu une amélioration du climat des affaires et a gagné 3 places au classement *Doing Business 2018* pour se situer à la 163<sup>e</sup> place.

### *...des exportations de nouveau en baisse*

Les exportations en volume de biens et services baissent de 1,6% en 2017 après une baisse de 0,6% en 2016. Cette tendance baissière amorcée en 2016, marque la rupture avec la hausse continue observée depuis 2012.

La baisse des exportations en volume est liée à celles des exportations des biens qui enregistrent un recul de 5,0% en 2017 après une baisse de 4,4% en 2016. Cette tendance succède des hausses de près de 10% observées en 2014 et 2015. Cette évolution à la baisse des exportations des biens résulte essentiellement des produits énergétiques, dont les exportations en volume

ont chuté de 28,4% en 2017 après une baisse de 16,6% en 2016. Les produits énergétiques représentent 22,7% des exportations et sont constitués essentiellement des huiles brutes de pétrole.

Cependant, la hausse des exportations de service amorcée en 2016 (+13,5%) se poursuit en 2017 (+9,2%) après des baisses consécutives observées en 2015 (-7,5%) et en 2014 (-8,2%).

La part des exportations dans le PIB continue de chuter, elle se situe à 18,6% en 2017, alors qu'elle était de 19,2% en 2016 et 22,3% en 2015. La contribution des exportations à la croissance passe de -0,1 point en 2016 à -0,3 point en 2017. Cette contribution était de 1,4 point en 2015.

Après un recul de 8,0% en 2016, le prix des exportations enregistre une hausse de 3,1% en 2017, en liaison avec la remontée des cours de pétrole brut.

### *... poursuite de la baisse des importations*

En 2017, les importations en volume ont baissé de 0,6% après un recul de 1,5% observée en 2016. Ce repli s'explique par la baisse des importations des biens (-3,8%). Cependant, on observe un regain de croissance des importations des services de 10,7%.

La baisse des importations en volume des biens est essentiellement imputable aux produits hydrocarbures, qui ont baissé de 63,7%, et aux viandes et poissons de 28,3%.

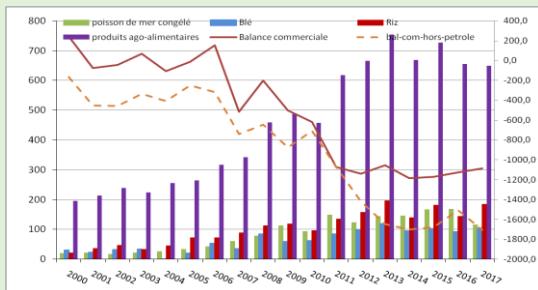
La baisse des importations des produits énergétiques constitués essentiellement du pétrole brut résulte de l'arrêt technique observé à la SONARA (Société Nationale de Raffinerie) au premier trimestre 2017.

La part des importations des produits alimentaires dans les importations de biens ne cesse de croître. En 2017, les importations de produits alimentaires représentent environ 21,4% de la facture des importations des biens, contre 19,5% en 2016 et 18,9% en 2015.

## Perspectives pour 2018

### Encadré : Impact de l'importation des produits alimentaires<sup>1</sup>

Sur la période 2000-2017, les importations des produits agro-alimentaires affichent une tendance haussière avec un pic remarquable en 2008, année au cours de laquelle l'Etat avait pris des mesures pour supprimer les droits de douane à l'importation des produits alimentaires de grande consommation, en vue de stabiliser le pouvoir d'achat des ménages, suite au choc social de février 2008, en plein double crise alimentaire et énergétique mondiale.



L'on estime à 443 milliards de FCFA le manque à gagner enregistré au niveau des finances publiques sur la période 2008-2015, en raison de l'assouplissement des conditions d'importations des produits de première nécessité. La hausse des importations qui en est résulté a eu un impact négatif considérable sur la balance commerciale.

Les cinq principaux produits concernés par ces mesures (le riz, les poissons surgelés, le blé, le lait en poudre ou concentré et les sucre) représentent 74% des importations des produits alimentaires en 2017 et 67% en 2016. La facture des importations de ces produits a cependant baissé de 522 milliards de FCFA en 2013 à 478 milliards de FCFA en 2017, soit plus de cinq fois la valeur de l'année 2000. Leur contribution au déficit global du commerce extérieur est passée d'un pic de 68% en 2008 à 43% en 2017.

En terme de dépendance alimentaire vis-à-vis des pays étrangers, les dépenses liées à ces produits représentent 19% en moyenne en 2017 des importations totales et 25% des importations hors pétrole brut sur la période en revue ; ce qui traduit une vulnérabilité sur le plan de l'auto suffisance alimentaire.

Selon le FMI, l'expansion de l'économie mondiale devrait se renforcer en 2018 pour s'établir à 3,9%. En Afrique subsaharienne, la reprise devrait se poursuivre, soutenue par la hausse des prix des matières premières. La croissance pour la zone devrait s'établir à 3,4% en 2018.

L'économie camerounaise devra connaître un regain en 2018. Cette performance serait notamment due à l'accélération de la mise en œuvre des grands chantiers d'infrastructures routières et sportives liés à la CAN 2019, de la reprise de la production pétrolière ainsi que des cours du pétrole sur le marché international, des effets de la tenue des événements spéciaux (élections présidentielles) sur le commerce et les industries agroalimentaires. Sous ces perspectives, le taux de croissance économique devrait s'établir autour de 4% en 2018./

<sup>1</sup> Pour plus d'informations, se référer à la note détaillée disponible sur le site de l'INS à l'adresse <http://www.statistics-cameroon.org/>



## Annexes

**Tableau 1: PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)**

Libellé	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1. Production	25 005,9	26 283,7	28 207,1	29 313,6	30 283,6	30 908,4
2. Consommation intermédiaire	11 064,8	11 261,6	12 105,4	12 485,5	12 489,5	12 245,9
3. Valeur Ajoutée (1-2)	13 941,1	15 022,1	16 101,7	16 828,1	17 794,1	18 662,6
4. Impôts sur les produits	917,5	959,2	1 174,6	1 457,2	1 550,7	1 665,8
<b>PIB (3+4)</b>	<b>14 858,6</b>	<b>15 981,3</b>	<b>17 276,3</b>	<b>18 285,4</b>	<b>19 344,8</b>	<b>20 328,4</b>

**Tableau 2: PIB constant 2005, optique production (en milliards de FCFA)**

Libellé	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1. Production	20 252,1	21 113,0	22 408,8	23 423,9	24 320,6	24 618,9
2. Consommation intermédiaire	8 782,6	9 017,2	9 686,2	10 011,6	10 299,9	10 138,4
3. Valeur Ajoutée (1-2)	11 469,5	12 095,8	12 722,6	13 412,3	14 020,7	14 480,5
4. Impôts sur les produits	762,2	796,9	928,8	1 010,6	1 072,6	1 148,5
<b>PIB</b>	<b>12 231,7</b>	<b>12 892,7</b>	<b>13 651,4</b>	<b>14 422,9</b>	<b>15 093,3</b>	<b>15 629,0</b>

**Tableau 3: PIB constant 2005, optique production (évolution des volumes en %)**

Libellé	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1. Production	3,5	4,3	6,1	4,5	3,8	1,2
2. Consommation intermédiaire	2,0	2,7	7,4	3,4	2,9	-1,6
3. Valeur Ajoutée (1-2)	4,7	5,5	5,2	5,4	4,5	3,3
4. Impôts sur les produits	2,5	4,5	16,5	8,8	6,1	7,1
<b>PIB</b>	<b>4,5</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>

**Tableau 4 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)**

Libellé	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	<b>2 038,8</b>	<b>2 221,2</b>	<b>2 457,8</b>	<b>2 701,2</b>	<b>2 813,3</b>	<b>2 921,6</b>
Agriculture	1 428,3	1 571,5	1 720,7	1 889,9	1 985,5	2 014,1
Elevage et chasse	223,1	232,2	243,9	261,1	272,8	290,0
Sylviculture et exploitation forestière	333,6	361,2	434,0	486,0	488,1	543,3
Pêche et pisciculture	53,9	56,3	59,3	64,2	67,0	74,2
Secteur secondaire	4 182,4	4 415,7	4 688,8	4 604,6	4 731,7	5 140,7
Industries extractives	<b>1 101,9</b>	<b>1 092,4</b>	<b>1 164,5</b>	<b>803,2</b>	<b>645,0</b>	<b>740,8</b>
dont extraction d'hydrocarbures	1 087,5	1 077,3	1 148,7	783,5	622,9	718,3
Industries Agro-alimentaires	957,4	1 050,9	1 084,2	1 175,2	1 279,6	1 318,3
Autres Industries manufacturières	1 283,0	1 345,3	1 407,6	1 506,0	1 595,2	1 756,2
Production et distribution d'électricité	101,3	106,1	133,4	135,9	148,9	154,7
Production et distribution d'eau et assainissement	95,3	100,1	105,5	117,5	115,8	123,6
BTP	643,6	720,8	793,6	866,8	947,1	1 047,1
Secteur tertiaire	<b>7 720,0</b>	<b>8 385,2</b>	<b>8 955,2</b>	<b>9 522,3</b>	<b>10 249,1</b>	<b>10 600,2</b>
Commerce, réparation véhicules	2 436,2	2 584,2	2 790,6	2 891,8	2 951,6	3 112,6
Restaurants et hôtels	483,2	536,3	555,4	677,4	778,5	838,4
Transports, entrepôts, communications	823,8	930,5	993,6	1 094,1	1 199,6	1 222,8
Informations et télécommunications	291,7	301,7	322,3	331,1	374,4	365,3
Banques et organismes financiers	381,3	431,5	466,7	499,0	544,6	584,6
Administration publique, sécurité sociale	<b>737,9</b>	<b>818,1</b>	<b>873,2</b>	<b>936,6</b>	<b>978,1</b>	<b>1 024,2</b>
Education	443,6	478,8	517,7	553,9	599,9	623,0
Santé et action sociale	324,5	343,7	367,0	365,0	376,5	389,4
Autres services	1 797,8	1 960,6	2 068,7	2 173,4	2 445,9	2 439,9
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	<b>13 941,1</b>	<b>15 022,1</b>	<b>16 101,7</b>	<b>16 828,1</b>	<b>17 794,1</b>	<b>18 662,6</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	917,5	959,2	1 174,6	1 457,2	1 550,7	1 665,8
<b>PIB</b>	<b>14 858,6</b>	<b>15 981,3</b>	<b>17 276,3</b>	<b>18 285,4</b>	<b>19 344,8</b>	<b>20 328,4</b>

**Tableau 5 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (évolutions des volumes en %)**

Libellé	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Secteur primaire</b>	<b>3,7</b>	<b>7,0</b>	<b>6,2</b>	<b>5,3</b>	<b>5,0</b>	<b>3,2</b>
Agriculture	3,7	7,3	4,7	6,3	6,0	2,2
Elevage et chasse	4,1	9,8	5,7	7,2	4,3	4,7
Sylviculture et exploitation forestière	2,7	4,7	13,8	0,2	1,2	6,3
Pêche et pisciculture	5,9	2,4	3,0	3,1	5,0	4,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>5,1</b>	<b>6,9</b>	<b>5,5</b>	<b>9,6</b>	<b>3,6</b>	<b>1,3</b>
Industries extractives	<b>3,5</b>	<b>8,4</b>	<b>14,3</b>	<b>24,8</b>	<b>-3,4</b>	<b>-16,1</b>
dont extraction d'hydrocarbures	3,7	8,4	14,4	24,8	-3,6	-16,4
Industries Agro-alimentaires	5,5	6,8	1,9	1,9	5,7	7,5
Autres Industries manufacturières	5,8	5,1	0,4	4,0	4,4	5,6
Production et distribution d'électricité	5,0	12,2	12,6	8,9	3,3	5,9
Production et distribution d'eau et assainissement	5,1	4,1	4,0	10,0	-1,4	6,5
BTP	5,4	8,0	7,5	8,4	10,4	8,9
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,7</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>3,4</b>	<b>4,9</b>	<b>4,3</b>
Commerce, réparation véhicules	6,9	2,7	6,4	3,5	5,6	4,5
Restaurants et hôtels	-4,0	-7,0	-2,1	2,2	6,6	5,3
Transports, entrepôts, communications	5,5	8,2	3,0	4,3	2,2	4,2
Informations et télécommunications	4,1	8,0	7,3	5,1	6,0	5,7
Banques et organismes financiers	17,4	14,6	5,6	6,9	5,2	6,0
Administration publique, sécurité sociale	<b>1,8</b>	<b>4,4</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,6</b>	<b>4,8</b>
Education	4,6	4,7	6,4	4,3	6,0	4,2
Santé et action sociale	3,7	4,1	4,5	-2,9	0,8	3,5
Autres services	2,9	4,3	3,5	2,2	5,9	3,2
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>4,7</b>	<b>5,5</b>	<b>5,2</b>	<b>5,4</b>	<b>4,5</b>	<b>3,3</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	2,5	4,5	16,5	8,8	6,1	7,1
<b>PIB</b>	<b>4,5</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>

**Tableau 6: Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)**

Libellé	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Secteur primaire</b>	<b>0,5</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,4</b>
Agriculture	0,4	0,7	0,4	0,6	0,6	0,2
Elevage et chasse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	0,1	0,1	0,3	0,0	0,0	0,1
Pêche et pisciculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>	<b>0,3</b>
Industries extractives	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,1</b>
dont extraction d'hydrocarbures	0,2	0,5	0,8	1,5	-0,3	-1,1
Industries Agro-alimentaires	0,4	0,4	0,1	0,1	0,3	0,5
Autres Industries manufacturières	0,5	0,4	0,0	0,3	0,3	0,4
Production et distribution d'électricité	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Production et distribution d'eau et assainissement	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
BTP	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,6</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>
Commerce, réparation véhicules	1,2	0,5	1,1	0,6	0,9	0,8
Restaurants et hôtels	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Transports, entrepôts, communications	0,3	0,5	0,2	0,3	0,1	0,2
Informations et télécommunications	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Banques et organismes financiers	0,4	0,4	0,1	0,2	0,1	0,2
Administration publique, sécurité sociale	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>
Education	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Santé et action sociale	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,1
Autres services	0,4	0,5	0,4	0,3	0,7	0,4
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>4,4</b>	<b>5,1</b>	<b>4,9</b>	<b>5,1</b>	<b>4,2</b>	<b>3,0</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	0,2	0,3	1,0	0,6	0,4	0,5
<b>PIB</b>	<b>4,5</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>

**Tableau 7: Le PIB et ses emplois (en milliards de FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	12 091,8	13 011,8	14 016,6	15 168,4	15 885,5	16 484,7
dont privée	10 276,3	11 041,9	11 916,9	12 923,6	13 540,0	14 220,3
publique	1 815,4	1 969,9	2 099,7	2 244,9	2 345,5	2 264,4
<b>2. FBCF</b>	3 382,3	3 614,4	4 101,3	4 214,3	4 370,5	4 670,1
dont privée	2 651,6	2 828,7	3 284,1	3 400,3	3 442,6	3 773,8
publique	730,7	785,8	817,2	814,0	927,9	896,4
<b>3. Variation des stocks</b>	1,2	69,4	54,8	-119,1	3,0	-8,9
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>3 383,6</b>	<b>3 683,8</b>	<b>4 156,1</b>	<b>4 095,2</b>	<b>4 373,5</b>	<b>4 661,3</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-616,7</b>	<b>-714,4</b>	<b>-896,4</b>	<b>-978,2</b>	<b>-914,2</b>	<b>-817,6</b>
<b>6. Exportations</b>	<b>3 880,8</b>	<b>4 086,1</b>	<b>4 308,4</b>	<b>4 070,3</b>	<b>3 721,8</b>	<b>3 777,8</b>
Exportations des biens	2 917,4	3 032,0	3 252,9	3 091,7	2 708,7	2 689,9
Exportations des services	963,4	1 054,0	1 055,5	978,6	1 013,1	1 087,9
<b>7. Importations</b>	<b>4 497,5</b>	<b>4 800,4</b>	<b>5 204,8</b>	<b>5 048,5</b>	<b>4 636,0</b>	<b>4 595,4</b>
Importations des biens	3 442,4	3 579,8	3 940,3	3 822,2	3 356,0	3 242,2
Importations des services	1 055,1	1 220,7	1 264,5	1 226,3	1 280,1	1 353,3
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>14 858,6</b>	<b>15 981,3</b>	<b>17 276,3</b>	<b>18 285,4</b>	<b>19 344,8</b>	<b>20 328,4</b>

**Tableau 8: Le PIB et ses emplois (évolutions des volumes en %)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	4,4	6,1	5,1	5,2	3,3	3,3
dont privée	4,6	6,2	5,3	5,3	3,3	4,3
publique	3,5	5,5	4,3	4,7	3,2	-1,6
<b>2. FBCF</b>	2,7	5,6	13,0	2,5	4,8	4,0
dont privée	1,6	5,4	15,6	3,3	2,3	6,7
publique	6,9	6,2	3,6	-0,6	15,2	-6,0
<b>3. Variation des stocks</b>	2,8	175,1	-37,7	-262,8	-96,3	-395,1
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>2,7</b>	<b>6,8</b>	<b>12,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>6,5</b>	<b>4,2</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-3,9</b>	<b>19,3</b>	<b>19,1</b>	<b>-18,7</b>	<b>-4,8</b>	<b>3,2</b>
<b>6. Exportations</b>	<b>3,2</b>	<b>4,2</b>	<b>5,3</b>	<b>6,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,6</b>
Exportations des biens	4,1	2,8	10,4	10,8	-4,4	-5,0
Exportations des services	0,9	7,8	-8,2	-7,5	13,6	9,2
<b>7. Importations</b>	<b>1,6</b>	<b>7,5</b>	<b>8,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,6</b>
Importations des biens	-0,6	5,5	10,9	1,1	-2,0	-3,8
Importations des services	9,6	14,1	1,7	-5,2	0,2	10,7
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>4,5</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>

**Tableau 9: Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB (en pourcentage)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	3,6	4,9	4,2	4,2	2,7	2,6
dont privée	3,1	4,1	3,6	3,6	2,2	2,8
publique	0,5	0,8	0,6	0,6	0,4	-0,2
<b>2. FBCF</b>	0,7	1,4	3,3	0,7	1,2	1,0
dont privée	0,3	1,1	3,1	0,7	0,5	1,4
publique	0,4	0,3	0,2	0,0	0,8	-0,3
<b>3. Variation des stocks</b>	0,0	0,3	-0,2	-0,8	0,4	0,1
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>3,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,1</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>0,3</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,2</b>
<b>6. Exportations</b>	0,7	0,9	1,2	1,4	-0,1	-0,3
Exportations des biens	0,7	0,5	1,7	1,8	-0,8	-0,8
Exportations des services	0,1	0,5	-0,5	-0,4	0,6	0,5
<b>7. Importations</b>	0,5	2,2	2,6	-0,1	-0,4	-0,2
Importations des biens	-0,1	1,2	2,4	0,3	-0,5	-0,8
Importations des services	0,6	0,9	0,1	-0,4	0,0	0,6
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>4,5</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>

**Tableau 10 : Le PIB et ses emplois – évolutions des prix (en %)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	3,4	1,5	2,5	2,9	1,4	0,5
dont privée	3,1	1,2	2,5	3,0	1,4	0,7
publique	4,7	2,9	2,2	2,1	1,3	-1,9
<b>2. FBCF</b>	-1,7	1,2	0,4	0,2	-1,0	2,8
dont privée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>3. Variation des stocks</b>	-119,7	1 938,3	26,8	33,6	-167,9	-0,4
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>-1,4</b>	<b>1,9</b>	<b>0,7</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,2</b>	<b>2,3</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-8,6</b>	<b>-2,9</b>	<b>5,4</b>	<b>34,2</b>	<b>-1,9</b>	<b>-13,3</b>
<b>6. Exportations</b>	4,7	1,1	0,2	-11,2	-8,0	3,1
Exportations des biens	4,9	1,1	-2,8	-14,2	-8,3	4,5
Exportations des services	3,9	1,5	9,0	0,3	-8,8	-1,7
<b>7. Importations</b>	3,1	-0,7	-0,2	-2,7	-6,7	-0,3
Importations des biens	3,2	-1,4	-0,8	-4,1	-10,4	0,4
Importations des services	2,9	1,4	1,9	2,3	4,1	-4,5
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>2,7</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>	<b>0,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,5</b>

**Tableau 11 : Echanges extérieurs, principaux produits d'exportation et d'importation (en milliards de FCFA)**

Produits	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Total des exportations</b>	<b>3 880,8</b>	<b>4 086,1</b>	<b>4 308,4</b>	<b>4 070,3</b>	<b>3 721,8</b>	<b>3 777,8</b>
Produits de l'agriculture	292,5	290,4	352,7	527,1	469,4	303,8
Produits de l'élevage et de la chasse	98,4	123,1	109,1	114,0	119,6	125,6
Produits sylvicoles	104,9	110,9	123,1	132,9	115,8	149,4
Produits énergétiques	1 093,4	1 281,7	1 396,2	1 134,4	884,2	943,8
Produits de l'industrie agro-alimentaire	115,1	120,8	105,2	109,6	113,0	123,6
Produits de l'industrie textile et de l'habillement	93,3	98,3	80,8	99,0	91,0	100,0
Produits du travail du bois et articles en bois	315,6	313,2	306,4	321,8	341,2	332,5
Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	499,1	364,8	375,0	317,6	308,1	307,6
Transports et entreposage	338,1	362,4	328,2	327,3	319,3	341,2
Services professionnels, scientifiques et tec	269,3	226,7	241,3	191,1	202,8	175,0
Correction territoriale	175,7	261,5	269,9	301,5	338,8	365,5
<b>Total des importations</b>	<b>4 497,5</b>	<b>4 800,4</b>	<b>5 204,8</b>	<b>5 048,5</b>	<b>4 636,0</b>	<b>4 595,4</b>
Produits de l'agriculture	115,2	109,3	109,5	116,8	107,1	125,3
Produits de l'élevage et de la chasse	33,7	51,5	36,4	41,5	37,9	41,0
Produits énergétiques	664,0	493,2	708,3	456,8	314,2	128,5
Autres produits d'extraction	55,1	50,1	58,6	77,5	92,0	122,4
Produits de l'industrie agro-alimentaire	554,2	706,9	587,9	641,4	582,5	599,5
Produits de l'industrie textile et de l'habillement	109,8	109,5	99,8	142,2	112,7	110,2
Papiers et cartons ; produits édités et imprimerie	85,4	97,5	88,6	106,2	94,9	88,7
Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	344,2	341,0	370,9	309,0	219,6	343,6
Produits chimiques	334,1	361,4	392,4	449,0	406,7	414,1
Produits minéraux non métalliques et m	150,5	186,1	202,0	199,0	159,9	160,2
Produits métalliques de base et ouvrages en m	208,2	232,1	256,3	302,6	261,9	250,1
Machines, appareils électriques et matériels	404,5	420,1	474,3	442,1	412,4	426,5
Equipements et appareils audiovisuels et de c	95,4	146,6	178,5	153,4	219,5	107,9
Matériel de transport	210,6	195,2	292,5	266,0	223,4	216,4
Transports et entreposage	470,3	483,1	504,0	524,9	543,4	485,9
Services professionnels, scientifiques et tec	192,2	303,9	307,2	214,5	203,8	310,1
Correction territoriale	221,8	268,1	276,5	363,1	392,6	405,7
<b>Solde commercial</b>	<b>-616,7</b>	<b>-714,4</b>	<b>-896,4</b>	<b>-978,2</b>	<b>-914,2</b>	<b>-817,6</b>

**Tableau 12 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100=2005) (en milliards de FCFA)**

Libellé	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Secteur primaire</b>	<b>1 630,0</b>	<b>1 744,5</b>	<b>1 852,4</b>	<b>1 950,4</b>	<b>2 048,7</b>	<b>2 114,5</b>
Agriculture	1 142,3	1 226,0	1 283,3	1 364,8	1 447,2	1 479,8
Elevage et chasse	173,9	191,0	201,8	216,3	225,7	236,3
Sylviculture et exploitation forestière	266,1	278,7	317,0	317,5	321,2	341,6
Pêche et pisciculture	47,7	48,8	50,3	51,9	54,4	56,9
<b>Secteur secondaire</b>	<b>3 177,0</b>	<b>3 395,9</b>	<b>3 583,3</b>	<b>3 925,7</b>	<b>4 065,6</b>	<b>4 116,6</b>
Industries extractives	686,0	743,4	849,4	1 059,8	1 024,0	859,1
dont extraction d'hydrocarbures	676,7	733,9	839,7	1 048,4	1 011,1	845,6
Industries Agro-alimentaires	782,0	835,1	851,2	867,6	917,3	986,5
Autres Industries manufacturières	966,4	1 015,9	1 019,9	1 061,2	1 108,0	1 169,8
Production et distribution d'électricité	71,2	79,9	89,9	97,9	101,1	107,1
Production et distribution d'eau et assainissement	84,3	87,7	91,2	100,4	99,0	105,4
BTP	587,2	633,9	681,7	739,0	816,2	888,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6 662,5</b>	<b>6 955,4</b>	<b>7 286,8</b>	<b>7 536,2</b>	<b>7 906,4</b>	<b>8 249,4</b>
Commerce, réparation véhicules	2 105,6	2 162,2	2 299,8	2 379,3	2 513,4	2 627,6
Restaurants et hôtels	256,7	238,6	233,6	238,8	254,6	268,2
Transports, entrepôts, communications	710,7	769,2	792,0	826,2	844,2	880,0
Informations et télécommunications	271,6	293,2	314,6	330,5	350,4	370,4
Banques et organismes financiers	295,0	338,2	357,3	381,9	401,9	425,9
Administration publique, sécurité sociale	895,6	934,9	978,7	1 023,9	1 061,1	1 112,3
Education	378,4	396,1	421,3	439,5	465,8	485,4
Santé et action sociale	271,2	282,3	295,0	286,4	288,8	298,8
Autres services	1 477,7	1 540,7	1 594,4	1 629,7	1 726,2	1 780,8
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>11 469,5</b>	<b>12 095,8</b>	<b>12 722,6</b>	<b>13 412,3</b>	<b>14 020,7</b>	<b>14 480,5</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	762,2	796,9	928,8	1 010,6	1 072,6	1 148,5
<b>PIB</b>	<b>12 231,7</b>	<b>12 892,7</b>	<b>13 651,4</b>	<b>14 422,9</b>	<b>15 093,3</b>	<b>15 629,0</b>

**Tableau 13 : Le PIB réel et ses emplois (base 100=2005) (en milliards de FCFA)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	<b>9 907,4</b>	<b>10 507,9</b>	<b>11 045,7</b>	<b>11 620,7</b>	<b>12 006,0</b>	<b>12 402,2</b>
dont privée	8 205,8	8 713,4	9 173,6	9 660,7	9 983,7	10 411,9
publique	1 701,6	1 794,5	1 872,2	1 960,1	2 022,3	1 990,3
<b>2. FBCF</b>	<b>3 081,4</b>	<b>3 252,4</b>	<b>3 675,1</b>	<b>3 768,3</b>	<b>3 948,5</b>	<b>4 106,1</b>
dont privée	2 415,7	2 545,4	2 942,8	3 040,5	3 110,2	3 318,0
publique	665,7	707,1	732,3	727,8	838,3	788,1
3. Variation des stocks	23,1	63,5	39,5	-64,4	-2,4	7,1
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>3 104,4</b>	<b>3 315,9</b>	<b>3 714,6</b>	<b>3 704,0</b>	<b>3 946,1</b>	<b>4 113,2</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-780,1</b>	<b>-931,1</b>	<b>-1 109,0</b>	<b>-901,9</b>	<b>-858,8</b>	<b>-886,4</b>
<b>6. Exportations</b>	<b>2 766,1</b>	<b>2 880,9</b>	<b>3 032,6</b>	<b>3 225,7</b>	<b>3 205,3</b>	<b>3 154,3</b>
Exportations des biens	2 025,8	2 083,1	2 299,9	2 548,3	2 435,9	2 314,1
Exportations des services	740,3	797,8	732,8	677,5	769,4	840,3
<b>7. Importations</b>	<b>3 546,2</b>	<b>3 812,0</b>	<b>4 141,6</b>	<b>4 127,6</b>	<b>4 064,2</b>	<b>4 040,7</b>
Importations des biens	2 721,0	2 870,6	3 184,5	3 220,3	3 154,8	3 034,3
Importations des services	825,3	941,4	957,1	907,3	909,4	1 006,4
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>12 231,7</b>	<b>12 892,7</b>	<b>13 651,4</b>	<b>14 422,9</b>	<b>15 093,3</b>	<b>15 629,0</b>

## **Equipe Technique**

### ***Supervision générale***

1. TEDOU Joseph, *Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)*

2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, *Directeur Général Adjoint, INS*

### ***Coordination technique***

1. NEPETSOUN, *Chef du Département des Synthèses Economiques*

2. NGHOGUE VOUFO Léonel Erith, *Chef de Division de la Comptabilité Nationale*

3. NGUINGNANG Bernard, *Chef de Division des Analyses Conjoncturelles*

### ***Equipe de rédaction***

1. TALOM Alain, *Chargé d'Etudes*

2. DEFFO Achille Carlos, *Chargé d'Etudes*

3. NGOUANA Serges, *Chargé d'Etudes*

4. KAMSU KAGO Brice, *Chargé d'Etudes*

5. FOLEFACK née NGUIMDO Nadine, *Chargé d'Etudes*

***Institut National de la Statistique***

*BP : 134 Yaoundé - Cameroun*

*Tél : (237) 222 22 04 45*

*Fax : (237) 222 23 24 37*

*Site Web: [www.statistics-cameroun.org](http://www.statistics-cameroun.org)*

*Une Publication du Département des Synthèses  
Economiques*

*© INS, Juillet 2018*